



## **RENCONTRE AVEC LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX :**

**la FSU-SNUipp saisit l'occasion pour revendiquer !**

Ce mardi 12 mai, les Inspecteurs Généraux ont rencontré les représentants des personnels (FSU et UNSA, FO n'a pas participé).

Depuis 3 ans, les Inspecteur·ices Généraux·les font le tour des départements pour analyser comment les politiques éducatives sont mises en oeuvre et porter un regard critique sur l'organisation des services.

Les délégué·es de la FSU ont profité de cette rencontre pour :

- témoigner de la dégradation des conditions de travail, et les carences de l'administration dans la protection des personnels
- exiger une présence de notre IA sur les dossiers politiques et éducatifs
- demander le respect des textes quant à la transparence concernant la carrière (mouvement et promotions, voir nos publications)
- revendiquer une autre politique éducative, des moyens pour l'inclusion et accompagner les collègues en souffrance !

Nous avons présenté aux Inspecteurs la souffrance et les difficultés rencontrées par les collègues dans le département. Souffrance attestée par les observations RSST, Faits Etablissement, DGI, accidents de service et épuisements professionnels.

Nous avons également attiré l'attention sur la situation des directions d'école, confrontées à des responsabilités et des tâches toujours croissantes. La question du temps de travail des PE, de l'accaparement des heures de concertation pour des demandes institutionnelles, des heures d'animation pédagogique pour les constellations, résidences pédagogiques et évaluations d'école... Ce qui ne permet plus aux équipes de se concentrer sur le coeur du métier.

Nous avons rappelé le besoin criant de formation des IEN aux questions de souffrance au travail et à la prévention des risques professionnels, à la médiation dans les conflits interpersonnels qui se développent dans les écoles, signe supplémentaire des difficultés quotidiennes. Le manque de personnel (psychologues du travail, médecin de prévention...) est également critique.

Dans le cadre de l'accueil d'élèves extrêmement complexes, la culpabilisation des collègues en utilisant les résultats aux évaluations, via des protocoles hors sol, il est impératif de mettre en place de véritables moyens de protection et de prévention des risques : le soutien de l'administration et de la hiérarchie doit être total et immédiat. C'est le sens de notre exigence d'un guide de protection des personnels.

Ça a été l'occasion aussi d'insister sur l'absence de pilotage politique des décisions éducatives ou humaines. Notre Inspecteur d'Académie est en effet absent sur de nombreux sujets qui nécessitent son arbitrage et sa légitimité : implantations de supports de stagiaires, des évaluations d'école, choix quant aux promotions... Nous n'avons plus la possibilité d'échanger directement avec lui, contrairement à ce qui se faisait, la Secrétaire Générale étant en charge de ces échanges.

Enfin, nous avons insisté sur l'absence dans notre département de bilans précis des promotions et du mouvement. Bilans indispensables et obligatoires pour s'assurer de l'équité de traitement, de l'application des textes et permettre une communication claire à la profession, dénuée de soupçons d'injustices.

Toutes ces revendications feront l'objet d'un rapport au Ministre et de retours auprès de l'IA et du Recteur.